



Plus d'un millier d'arrêtés de mise en sécurité pour des immeubles délabrés et dangereux a été transmis à la justice par la mairie de Marseille.

À Marseille, le fléau du logement insalubre continue de se répandre

Chloé Triomphe Marseille

Alors que s'ouvre ce jeudi le procès du drame de la rue d'Aubagne, qui avait fait huit morts en 2018, de nombreux immeubles du centre-ville et des quartiers nord présentent un danger pour leurs habitants.

Le 5 novembre 2018, à 9h07, deux immeubles situés aux 63 et 65, rue d'Aubagne, à Marseille, s'effondraient brutalement, entraînant dans un piège mortel cinq hommes et trois femmes âgés de 30 à 58 ans. Un bâtiment voisin, qui tombait lui aussi en morceaux, était évacué en urgence puis détruit à l'aide d'une grue. Ce jour-là, toute une ville prenait conscience de l'état d'insalubrité de certains immeubles. Après une longue et complexe enquête judiciaire, douze personnes physiques et quatre personnes morales doivent répondre, à partir

de ce jeudi, de leurs responsabilités dans ce drame devant le tribunal. Elles risquent jusqu'à 10 ans de prison à l'issue d'un procès prévu pour durer six semaines. Sur le banc des parties civiles, quatre-vingt-sept personnes et leurs familles sont attendues, avec une colère intacte et une soif de justice qu'elles scandaient encore lors du dernier rassemblement qui s'est tenu mardi sur les lieux de la catastrophe. À la place des immeubles disparus de la rue d'Aubagne, un trou béant, que l'on surnomme « la dent creuse ».

Six ans après, quid du « plus jamais ça » que tous les Marseillais avaient entendu

de la part des autorités ? Depuis le drame, la ville, la métropole et tous les services de l'État concernés ont pris la mesure de l'ampleur du problème du mal-logement dans la deuxième ville de France. Le nombre d'arrêtés de mise en sécurité pour des immeubles délabrés et dangereux a bondi : plus d'un millier a été transmis à la justice par la mairie et vingt-neuf dossiers ont été jugés. Ces derniers ont donné lieu à vingt-cinq condamnations dont six à des peines de prison ferme. L'an prochain, six procès sont d'ores et déjà programmés, annoncent Nicolas Bessone et Olivier Leurant, le procureur

et le président du tribunal judiciaire de Marseille, qui, comme le maire, Benoît Payan, évoquent « l'émotif profond » après encore aujourd'hui dans les esprits.

Un danger imminent

Malgré tout, le fléau de l'habitat indigne continue de se répandre. Il y a deux jours, un immeuble vétuste de la rue des Feuillants, toujours dans le quartier populaire de Noailles, que les touristes affectionnent pour ses magasins d'épices et la visite de la plus ancienne quincaillerie de France, était évacué. Totalement insalubre, l'édifice avait fait l'objet, il y a cinq

mois, d'un rapport reconnaissant un danger imminent et un risque immédiat pour la sécurité des personnes. Pas d'eau courante, une toiture vétuste, un effondrement partiel du plancher au deuxième étage... Trente-cinq personnes habitaient encore dans ce taudis.

Noailles, Belsunce, la Belle de Mai font partie de ces quartiers centraux et pauvres dont les noms reviennent le plus souvent en matière d'habitat insalubre. Mais, selon Kevin Vacher, membre du Collectif du 5 novembre, les sept premiers arrondissements de la ville seraient gangrenés, avec plus de 8000 personnes délogées en six ans. Des vies chamboulées du jour au lendemain, à l'image de Sharon Tulloch, évacuée de son appartement du quartier de la gare Saint-Charles le 6 mars 2019 : « Notre vie a basculé en trois "tocs" à la porte, la ville, les pompiers qui disent qu'il faut partir au plus vite, qu'il y a des fissures dans l'immeuble. Tu es pris de court, mais tu es vivant », témoigne la jeune femme dans un livre *Un voyage accidentel*.

À Air Bel, dans le 11^e arrondissement, Djamilia Haouache est membre du collectif de défense des locataires : « Six mille habitants, les trois quarts dans des logements insalubres, tranche cette femme en colère, dont le frère est décédé en 2017 de la bactérie de la salmonelle. Les canalisations n'étaient pas entretenues, on ne savait pas que l'eau allait nous rendre malades. »

Menaces quotidiennes

Direction le Campus, une ancienne résidence étudiante des quartiers nord où le trafic de drogue prolifère. Cette fois, il ne s'agit pas de bailleurs mais de petits propriétaires. Depuis plusieurs années, ils luttent contre la détérioration de leurs biens par des squatteurs : sur leurs propres deniers et grâce à une cagnotte en ligne, les propriétaires ont fait évacuer quinze tonnes de déchets, soit 210 m² d'encombrants. Mais trente-huit appartements sont encore squattés et les menaces quotidiennes de la part des trafiquants perdurent.

Ce phénomène, explique-t-on au parquet de Marseille, n'est pas isolé. Car, si l'état d'insalubrité de petits immeubles du centre-ville de Marseille est, depuis le drame de la rue d'Aubagne, bien mieux identifié et pris en compte, il est encore compliqué d'intervenir sur certains grands ensembles des cités du nord de la ville. L'explication tient en quelques mots : « On n'a pas beaucoup de remontées d'infos, pas de plaintes. » Les habitants qui y vivent, parfois dans des conditions pouvant relever de l'habitat indigne, ne signalent pas la situation aux autorités administratives, et encore moins à la police ou à la justice. S'attaquer aux filières communautaires auxquelles appartiennent les « marchands de sommeil » est l'un des nouveaux axes de travail des deux officiers de police judiciaire et du référent du parquet dédiés à l'habitat indigne à Marseille. ■

Le Figaro
Jeudi 7 novembre 2024
N° 24 947

la sécurité des personnes. Pas d'eau courante, une toiture vétuste, un effondrement partiel du plancher au deuxième étage... Trente-cinq personnes habitaient encore dans ce taudis.

Noailles, Belsunce, la Belle de Mai font partie de ces quartiers centraux et pauvres dont les noms reviennent le plus souvent en matière d'habitat insalubre. Mais, selon Kevin Vacher, membre du Collectif du 5 novembre, les sept premiers arrondissements de la ville seraient gangrenés, avec plus de 8000 personnes délogées en six ans. Des vies chamboulées du jour au lendemain, à l'image de Sharon Tulloch, évacuée de son appartement du quartier de la gare Saint-Charles le 6 mars 2019 : « Notre vie a basculé en trois "tocs" à la porte, la ville, les pompiers qui disent qu'il faut partir au plus vite, qu'il y a des fissures dans l'immeuble. Tu es pris de court, mais tu es vivant », témoigne la jeune femme dans un livre *Un voyage accidentel*.

À Air Bel, dans le 11^e arrondissement,